



CU INC.

RAPPORT DE GESTION

TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2016

Le présent rapport de gestion vise à permettre aux lecteurs de comprendre les principaux événements touchant l'exploitation et les finances de CU Inc. (la « société ») qui se sont produits au cours du trimestre clos le 31 mars 2016 et qui ont eu une incidence sur ses résultats.

Ce rapport de gestion a été établi en date du 26 avril 2016 et il doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités de la société pour le trimestre clos le 31 mars 2016. Des informations supplémentaires, y compris le rapport de gestion précédent (le « rapport de gestion de 2015 »), la notice annuelle (la « notice annuelle de 2015 ») et les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 de la société, sont accessibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Les informations présentées dans le rapport de gestion de 2015 qui demeurent essentiellement inchangées ne sont pas analysées.

La société est contrôlée par Canadian Utilities Limited, laquelle est contrôlée par ATCO Ltd. et par ses actionnaires contrôlants, Sentgraf Enterprises Ltd. et la famille Southern.

Les termes employés dans le présent rapport de gestion sont définis dans le glossaire qui figure à la fin du présent document.

TABLE DES MATIÈRES

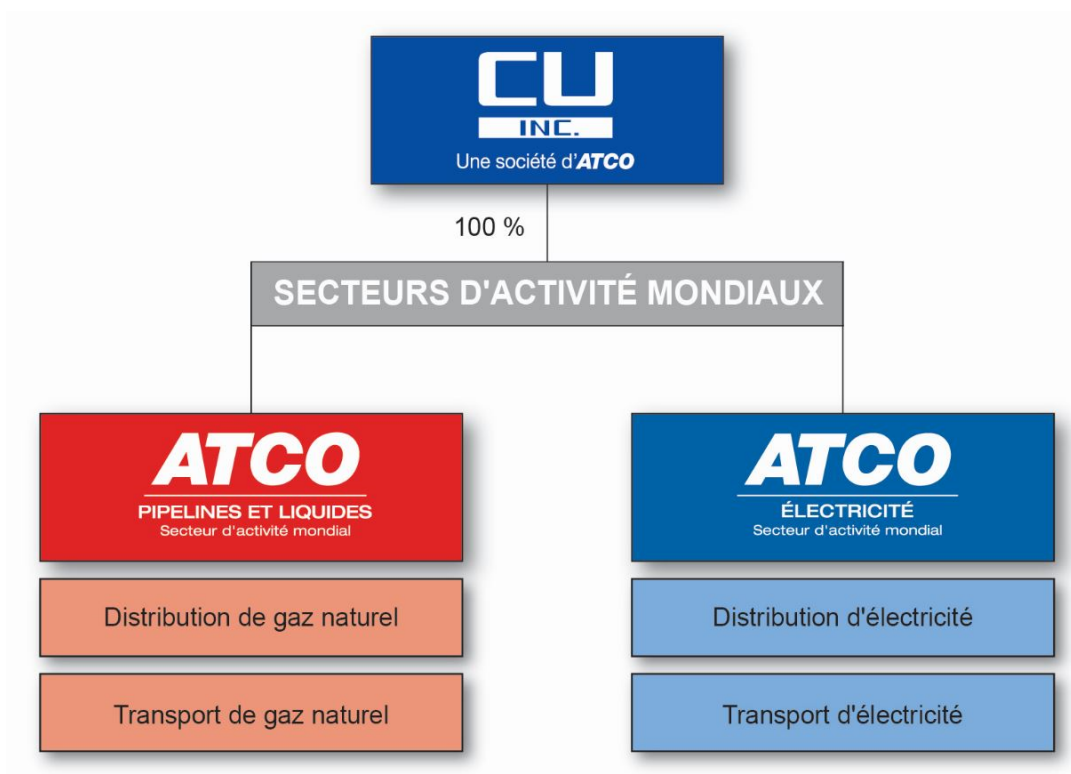
	Page
Profil de la société	2
Informations sur les entreprises de services publics	3
Faits récents d'ordre réglementaire	5
Autres charges et produits des activités ordinaires	6
Situation de trésorerie et sources de financement	7
Capital-actions	9
Informations trimestrielles	9
Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR supplémentaires	10
Rapprochement du résultat ajusté et du résultat de l'exercice	10
Autres informations financières	13
Glossaire	14

PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

CU Inc. est une filiale en propriété exclusive de Canadian Utilities Limited, société du groupe ATCO. CU Inc. est une société de l'Alberta comptant plus de 4 300 employés et dont les actifs s'élèvent à approximativement 15 G\$ qui exerce des activités à tarifs réglementés dans les secteurs des pipelines, du transport et de la distribution de gaz naturel et d'électricité. De plus amples informations sur CU Inc. se trouvent sur le site Web de Canadian Utilities Limited, à l'adresse www.canadianutilities.com.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités comprennent les comptes de CU Inc. et de toutes ses filiales. Les états financiers consolidés ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), et le dollar canadien est utilisé comme monnaie de présentation. Certaines données comparatives contenues dans le présent rapport de gestion ont été reclassées afin de les rendre conformes à la présentation actuelle.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE SIMPLIFIÉE



INFORMATIONS SUR LES ENTREPRISES DE SERVICES PUBLICS

Les entreprises de services publics exercent leurs activités par l'entremise d'entreprises réglementées réparties dans deux secteurs d'activité mondiaux dans l'ouest et le nord du Canada : le secteur Électricité, qui comprend ATCO Electric Distribution et ATCO Electric Transmission, et le secteur Pipelines et liquides, qui regroupe ATCO Gas et ATCO Pipelines.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires des entreprises de services publics de 686 M\$ pour le premier trimestre de 2016 ont augmenté de 24 M\$ par rapport à ceux de 662 M\$ inscrits pour la période correspondante de 2015. Cette augmentation est principalement attribuable à la croissance de la base de tarification.

RÉSULTAT AJUSTÉ

Le tableau suivant présente le résultat ajusté de chacune des entreprises de services publics.

	Trimestres clos les 31 mars		
(en millions de dollars)	2016	2015	Variation
Électricité			
ATCO Electric Distribution	37	18	19
ATCO Electric Transmission	51	27	24
Total – Électricité	88	45	43
Pipelines et liquides			
ATCO Gas	77	63	14
ATCO Pipelines	15	8	7
Total – Pipelines et liquides	92	71	21
Résultat ajusté total des entreprises de services publics ¹⁾	180	116	64

1) De plus amples informations concernant cette mesure sont données à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR supplémentaires ».

Les entreprises de services publics ont dégagé un résultat ajusté de 180 M\$ pour le premier trimestre de 2016, en hausse de 64 M\$ par rapport à la période correspondante de 2015. La progression du résultat s'explique principalement par les dépenses en immobilisations continues, l'augmentation de la base de tarification et les initiatives de réduction des coûts touchant l'ensemble des activités. En outre, le résultat du premier trimestre de 2015 tenait compte de l'incidence défavorable de plusieurs décisions réglementaires rendues au cours de ce trimestre.

Les sections suivantes fournissent des informations plus détaillées sur les activités et les résultats financiers des entreprises du secteur Électricité.

ÉLECTRICITÉ

Le secteur Électricité exerce ses activités par l'entremise de deux entreprises réglementées, ATCO Electric Distribution et ATCO Electric Transmission, et de leurs filiales, ATCO Electric Yukon, Northland Utilities (NWT) et Northland Utilities (Yellowknife). Ces entreprises fournissent des services réglementés de distribution et de transport d'électricité ainsi que de production décentralisée principalement dans le nord et le centre-est de l'Alberta, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest. Le territoire desservi comprend les zones productrices de sables pétrolifères près de Fort McMurray et les zones productrices de pétrole lourd près de Cold Lake et de Peace River.

Distribution d'électricité

Le résultat ajusté de 37 M\$ d'ATCO Electric Distribution pour le premier trimestre de 2016 rend compte d'une augmentation de 19 M\$ par rapport à la période correspondante de 2015. Cette progression du résultat est principalement attribuable à l'augmentation de la base de tarification, aux initiatives de réduction des coûts touchant l'ensemble des activités et à l'incidence défavorable sur le résultat qu'ont eues les décisions réglementaires concernant le coût générique du capital (« CGC ») de 2013 et le suivi des dépenses en immobilisations rendues au premier trimestre de 2015.

Transport d'électricité

Le résultat ajusté de 51 M\$ d'ATCO Electric Transmission pour le premier trimestre de 2016 rend compte d'une augmentation de 24 M\$ par rapport à la période correspondante de 2015. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation de la base de tarification, des initiatives de réduction des coûts touchant l'ensemble des activités et de l'incidence défavorable sur le résultat qu'a eue la décision réglementaire concernant le CGC rendue au premier trimestre de 2015.

PIPELINES ET LIQUIDES

Le secteur Pipelines et liquides exerce ses activités par l'entremise de deux entreprises à tarifs réglementés, ATCO Gas et ATCO Pipelines.

Distribution de gaz naturel

La société exerce ses activités de distribution de gaz naturel en Alberta et dans la région de Lloydminster en Saskatchewan par l'entremise d'ATCO Gas. Elle dessert des municipalités ainsi que des clients résidentiels, commerciaux et industriels.

Le résultat ajusté de 77 M\$ d'ATCO Gas pour le premier trimestre de 2016 rend compte d'une augmentation de 14 M\$ par rapport à la période correspondante de 2015. Cette progression du résultat est principalement attribuable à l'augmentation de la base de tarification et à l'accroissement de la clientèle, aux initiatives de réduction des coûts touchant l'ensemble des activités et à l'incidence défavorable sur le résultat qu'ont eue les décisions réglementaires concernant le CGC et le suivi des dépenses en immobilisations rendues au premier trimestre de 2015.

Transport de gaz naturel

La société exerce ses activités de transport de gaz naturel en Alberta par l'entremise d'ATCO Pipelines. Le gaz naturel qui circule dans son réseau de pipelines provient de diverses installations de traitement du gaz ainsi que d'autres réseaux de transport de gaz naturel, et il est transporté vers les utilisateurs finaux dans la province ou vers d'autres réseaux de pipelines, principalement à des fins d'exportation hors de la province.

Le résultat ajusté de 15 M\$ d'ATCO Pipelines pour le premier trimestre de 2016 rend compte d'une augmentation de 7 M\$ par rapport à la période correspondante de 2015. Cette progression du résultat est principalement attribuable à l'augmentation de la base de tarification et à l'incidence défavorable sur le résultat qu'a eue la décision réglementaire concernant le CGC rendue au premier trimestre de 2015.

FAITS RÉCENTS D'ORDRE RÉGLEMENTAIRE

Coût générique du capital (« CGC »)

En mars 2015, la société a obtenu la décision de l'AUC concernant le CGC pour 2013. La décision établit le rendement des capitaux propres (« RCP ») et les ratios réputés des actions ordinaires pour les entreprises de services publics pour la période de 2013 à 2015. Le RCP a été fixé à 8,30 pour cent pour 2013, 2014 et 2015, ce qui est inférieur à celui de 8,75 pour cent approuvé précédemment. La décision concernant le CGC a également réduit les ratios réputés des actions ordinaires de un pour cent par rapport à ceux qui ont été précédemment approuvés. Ces taux demeureront en vigueur sur une base provisoire pour 2016, jusqu'à ce que l'AUC rende une décision sur les taux définitifs dans le cadre de la procédure sur le CGC. L'audience sur le CGC de 2016 devrait commencer le 31 mai et prendre fin le 16 juin 2016, et une décision est attendue d'ici la fin de l'année.

Demandes relatives au suivi des dépenses en immobilisations (facteur K) selon la RFR

Le facteur K est un mécanisme prévu par le modèle de RFR qui permet à la société de recouvrer des dépenses en immobilisations qui satisfont certains critères et qui ne sont pas recouvrables suivant la formule de RFR de base. ATCO Electric Distribution a obtenu en mars 2016 les décisions concernant l'égalisation du facteur K pour 2014 et les demandes relatives au suivi des dépenses en immobilisations pour 2016 et 2017; ATCO Gas a reçu ces décisions en avril 2016. Ces décisions comportaient notamment l'approbation du financement supplémentaire demandé au titre de la majorité des programmes de suivi des dépenses en immobilisations de la société prévus pour 2016 et 2017.

Demande générale de hausse tarifaire d'ATCO Electric Transmission pour 2015 à 2017

En mars 2015, ATCO Electric Transmission a déposé une demande générale de hausse tarifaire pour 2015, 2016 et 2017. Cette demande vise notamment une augmentation des produits des activités ordinaires aux fins du recouvrement des pertes de valeur, des charges d'exploitation et des charges financières plus élevées associées à la hausse de la base de tarification en Alberta. En décembre 2015 et en février 2016, ATCO Electric Transmission a mis à jour sa demande générale de hausse tarifaire pour 2015 à 2017 en modifiant les requêtes qu'elle présente pour actualiser les prévisions de coûts par rapport aux projections de coûts soumises initialement dans le cadre de la demande générale de hausse tarifaire pour 2015 à 2017. La décision de l'AUC est attendue au troisième trimestre de 2016.

AUTRES CHARGES ET PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Le tableau suivant présente un résumé financier des autres charges et produits des activités ordinaires consolidés pour les trimestres clos les 31 mars 2016 et 2015. Ces montants sont présentés selon les IFRS. Ils n'ont pas été ajustés pour tenir compte du calendrier des produits des activités ordinaires et des charges associés aux activités à tarifs réglementés ainsi que des autres éléments qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités.

	Trimestres clos les 31 mars		
(en millions de dollars)	2016	2015	Variation
Charges d'exploitation	287	308	(21)
Dotation aux amortissements et pertes de valeur	114	95	19
Charges financières, montant net	81	56	25
Impôt sur le résultat	55	51	4

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation, qui s'entendent du total des frais et des charges après déduction de la dotation aux amortissements, ont diminué de 21 M\$ pour le premier trimestre de 2016 par rapport à la période correspondante de 2015, en raison principalement des initiatives de réduction des coûts touchant l'ensemble des activités de la société pour contrer la conjoncture de marché difficile.

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

Au premier trimestre de 2016, la dotation aux amortissements a augmenté de 19 M\$ par rapport à la période correspondante de 2015. Cette hausse est principalement attribuable à l'important programme de dépenses en immobilisations des entreprises de services publics qui se poursuit.

CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

Les charges financières, montant net, ont augmenté pour le premier trimestre de 2016 par rapport à la période correspondante de 2015, en raison surtout des intérêts auparavant incorporés au coût de l'actif qui sont désormais comptabilisés à titre de charge d'intérêts du fait de l'achèvement du projet de ligne de transport dans l'est de l'Alberta (« EATL ») au quatrième trimestre de 2015, pris en compte dans la base de tarification d'ATCO Electric Transmission. L'augmentation de la charge d'intérêts résulte également des titres de créance supplémentaires émis pour financer l'important programme de dépenses en immobilisations des entreprises de services publics réglementées.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

L'impôt sur le résultat a augmenté pour le premier trimestre de 2016 par rapport à la période correspondante de 2015. L'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse de l'impôt découlant de l'augmentation du taux d'imposition des sociétés en Alberta, qui est passé de 10 pour cent à 12 pour cent le 1^{er} juillet 2015.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La situation financière de la société est soutenue par les activités de services publics réglementées. Ses stratégies commerciales ainsi que le financement de ses activités et de sa croissance future prévue s'appuient sur le maintien de notations de crédit de première qualité et l'accès aux marchés financiers à des taux concurrentiels. Les principales sources de financement sont les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, les marchés des titres de créance et des actions privilégiées ainsi que les injections de capitaux de Canadian Utilities Limited.

La société juge qu'il est prudent de conserver des liquidités suffisantes pour financer les besoins en trésorerie d'environ un exercice complet afin de maintenir une grande souplesse financière. Les liquidités proviennent des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et sont soutenues par des niveaux appropriés de trésorerie et les facilités de crédit engagées.

FACILITÉS DE CRÉDIT

Au 31 mars 2016, la société et ses filiales disposaient des facilités de crédit suivantes :

<i>(en millions de dollars)</i>	Total	Montant utilisé	Montant disponible
Facilités engagées à long terme	900	1	899
Facilités non engagées	128	44	84
Total	1 028	45	983

Des facilités de crédit totales de 1 028 M\$, une tranche de 128 M\$ correspond à des facilités de crédit non engagées pour lesquelles aucune date d'échéance n'est fixée. Le solde de 900 M\$ représente des facilités de crédit engagées échéant entre 2017 et 2018, à moins d'être prorogées au gré des prêteurs. La majorité des facilités de crédit sont fournies par des banques canadiennes.

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

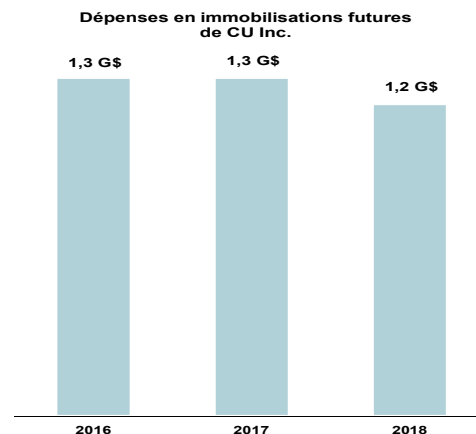
Au 31 mars 2016, la société détenait un montant de 43 M\$ en trésorerie, en hausse de 52 M\$ par rapport au 31 décembre 2015. Cette augmentation s'explique principalement par le résultat de la période, partiellement annulé par les flux de trésorerie affectés aux dépenses en immobilisations et les intérêts versés.

Fonds provenant des activités d'exploitation

Les fonds provenant des activités d'exploitation pour le premier trimestre de 2016 se sont chiffrés à 407 M\$, en baisse de 16 M\$ par rapport à la période correspondante de 2015. Cette diminution découle essentiellement de la réduction des apports de clients aux fins des dépenses en immobilisations, partiellement compensée par les initiatives de réduction des coûts touchant l'ensemble des activités.

Dépenses en immobilisations

Pour la période de 2016 à 2018, CU Inc. prévoit réaliser des investissements de quelque 3,8 G\$ dans des projets de croissance des immobilisations des entreprises de services publics réglementées. Ces dépenses en immobilisations devraient contribuer considérablement au résultat et aux flux de trésorerie, en plus de créer de la valeur à long terme pour les investisseurs. ATCO Electric prévoit investir environ 2,1 G\$, et ATCO Gas et ATCO Pipelines prévoient investir environ 1,7 G\$ de 2016 à 2018.



Flux de trésorerie affectés aux dépenses en immobilisations

Les flux de trésorerie affectés aux dépenses en immobilisations se sont chiffrés à 206 M\$ pour le premier trimestre de 2016, comparativement à 311 M\$ pour la période correspondante de 2015. Cette diminution s'explique surtout par la réduction prévue et annoncée antérieurement des dépenses en immobilisations d'ATCO Electric Distribution et d'ATCO Electric Transmission.

Le tableau suivant présente les dépenses en immobilisations pour les trimestres clos les 31 mars 2016 et 2015.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation
ATCO Electric Distribution	56	91	(35)
ATCO Electric Transmission	49	133	(84)
ATCO Gas	60	57	3
ATCO Pipelines	41	30	11
Total ¹⁾	206	311	(105)

1) Compte tenu des ajouts d'immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que des intérêts incorporés au coût de l'actif pendant la construction de 4 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2016 (24 M\$ en 2015).

Prospectus préalable de base

Le 24 juillet 2014, la société a déposé un prospectus préalable de base lui permettant d'émettre des débentures totalisant au plus 2,6 G\$ pendant la durée de 25 mois du prospectus. En date du 25 avril 2016, les émissions de débentures totalisaient 1,9 G\$.

CAPITAL-ACTIONS

Les actions de CU Inc. se composent d'actions de catégorie A et de catégorie B.

En date du 25 avril 2016, 3 570 322 actions de catégorie A et 2 188 262 actions de catégorie B de la société étaient en circulation.

INFORMATIONS TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant présente les informations financières des huit trimestres clos du 30 juin 2014 au 31 mars 2016.

<i>(en millions de dollars)</i>	T2 2015	T3 2015	T4 2015	T1 2016
Produits des activités ordinaires	546	504	659	686
Résultat de la période	24	55	81	149
Résultat ajusté				
Électricité	87	72	44	88
Pipelines et liquides	16	(2)	62	92
Total du résultat ajusté	103	70	106	180
<i>(en millions de dollars)</i>	T2 2014	T3 2014	T4 2014	T1 2015
Produits des activités ordinaires	523	468	601	662
Résultat de la période	87	47	104	152
Résultat ajusté				
Électricité	58	79	66	45
Pipelines et liquides	(6)	10	63	71
Total du résultat ajusté	52	89	129	116

Les dépenses en immobilisations importantes effectuées par les entreprises de services publics au cours des huit derniers trimestres ont contribué à l'augmentation générale du résultat ajusté. Cette croissance est particulièrement visible dans les activités d'ATCO Electric Transmission, des investissements importants ayant été ajoutés par suite de l'expansion et du renforcement du réseau de transport dans plusieurs régions de l'Alberta. Ces dépenses rapportent un rendement selon un modèle d'affaires réglementé et stimulent la progression du résultat ajusté. Le résultat ajusté des entreprises de services publics a également été influencé par le moment où certaines décisions réglementaires importantes ont été rendues. La baisse du résultat ajusté au deuxième trimestre de 2014 rend compte de l'incidence financière de la décision concernant l'application Evergreen de 2010. La hausse du résultat ajusté au troisième trimestre de 2014 rend compte de l'incidence des décisions concernant les tarifs provisoires pour 2014. Pour le premier trimestre de 2015, la diminution du résultat ajusté rend compte de l'incidence financière des décisions concernant le CGC de 2013 et le suivi des dépenses en immobilisations. Le recul du résultat ajusté au quatrième trimestre de 2015 s'explique principalement par le décalage réglementaire qui a nécessité une révision des coûts prévus par rapport aux projections de coûts soumises initialement dans le cadre de la demande générale de hausse tarifaire d'ATCO Electric Transmission pour 2015 à 2017. En raison du caractère saisonnier de la demande de gaz naturel, ATCO Gas enregistre habituellement un résultat moins élevé au deuxième et au troisième trimestres de chaque exercice, ce qui se répercute sur le résultat global des entreprises de services publics. La hausse du résultat ajusté au premier trimestre de 2016 rend compte des dépenses en immobilisations continues et de l'augmentation de la base de tarification ainsi que des initiatives de réduction des coûts touchant l'ensemble des activités.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR ET MESURES CONFORMES AUX PCGR SUPPLÉMENTAIRES

Les fonds provenant des activités d'exploitation correspondent aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant la variation du fonds de roulement hors trésorerie. De l'avis de la direction, les fonds provenant des activités d'exploitation constituent un indicateur clé de la capacité de la société à générer, au cours d'une période, les fonds nécessaires au financement de ses dépenses en immobilisations, sans variation du fonds de roulement hors trésorerie. La mesure des fonds provenant des activités d'exploitation n'a pas de sens normalisé selon les IFRS et pourrait être sans valeur comparative par rapport aux mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Le résultat ajusté s'entend du résultat de l'exercice, après ajustement au titre du calendrier des produits des activités ordinaires et des charges associés aux activités à tarifs réglementés et des dividendes sur les actions privilégiées de la société. De plus, le résultat ajusté ne tient pas compte des profits et des pertes non récurrents, des pertes de valeur importantes ni des éléments ne faisant pas partie du cours normal des affaires ou de l'exploitation courante.

Le résultat ajusté permet de présenter le résultat tiré des activités à tarifs réglementés sur la même base qu'avant l'adoption des IFRS, à savoir les PCGR des États-Unis pour les activités à tarifs réglementés. La direction est d'avis que le résultat ajusté permet une analyse plus efficace du rendement et des tendances opérationnels. Un rapprochement du résultat ajusté et du résultat de l'exercice figure dans le présent rapport de gestion. Le résultat ajusté constitue une mesure conforme aux PCGR supplémentaires présentée à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires non audités de 2016.

RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT AJUSTÉ ET DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Le résultat ajusté s'entend du résultat de l'exercice, après ajustement au titre du calendrier des produits des activités ordinaires et des charges associés aux activités à tarifs réglementés et des dividendes sur les actions privilégiées de la société. De plus, le résultat ajusté ne tient pas compte des profits et des pertes non récurrents, des pertes de valeur importantes ni des éléments ne faisant pas partie du cours normal des affaires ou de l'exploitation courante.

Le résultat ajusté est une mesure clé du résultat sectoriel dont la direction se sert pour évaluer le rendement des secteurs d'activité et attribuer les ressources. La direction est d'avis que le résultat ajusté permet une meilleure appréciation des données relatives à la réglementation des tarifs au Canada que le résultat établi selon les IFRS.

(en millions de dollars)		Trimestres clos les	
		31 mars	
2016			
2015 (retraité) ¹⁾	Électricité	Pipelines et liquides	Chiffres consolidés
Résultat ajusté	88	92	180
	45	71	116
Activités à tarifs réglementés	(7)	(27)	(34)
	30	3	33
Dividendes sur les actions privilégiées de la société	2	1	3
	2	1	3
Résultat de la période	83	66	149
	77	75	152

¹⁾ Au quatrième trimestre de 2015, la société a réorganisé ses filiales en exploitation selon les secteurs indiqués ci-dessus. Les montants comparatifs des périodes antérieures ont été retraités pour rendre compte de la réorganisation des secteurs.

ACTIFS À TARIFS RÉGLEMENTÉS

À l'heure actuelle, les IFRS ne contiennent pas de directives précises que la société est en droit d'adopter concernant les entités à tarifs réglementés. Avant l'adoption des IFRS, la société utilisait les normes pour les activités à tarifs réglementés publiées par le Financial Accounting Standards Board (« FASB ») des États-Unis comme autre référentiel comptable. La société continue d'avoir recours à ces normes du FASB pour assurer une présentation fidèle des résultats d'exploitation de ses activités à tarifs réglementés.

Selon la comptabilité des activités à tarifs réglementés, le résultat est moins volatil parce que la société diffère la comptabilisation des produits des activités ordinaires lorsque les rentrées de fonds précèdent les dépenses futures et qu'elle comptabilise des produits des activités ordinaires au titre des coûts recouvrables engagés en prévision des montants futurs facturés aux clients. Selon les IFRS, la société comptabilise des produits des activités ordinaires lorsque des montants sont facturés aux clients et elle comptabilise les coûts lorsqu'ils sont engagés. La société ne comptabilise pas leur recouvrement avant que la modification des tarifs ne soit prise en compte dans les montants futurs facturés aux clients.

Selon la comptabilité des activités à tarifs réglementés, la société comptabilise les produits des activités ordinaires découlant des effets des décisions réglementaires sur la période considérée et les périodes antérieures lorsqu'elle prend connaissance des décisions. Selon les IFRS, la société comptabilise ces produits des activités ordinaires lorsque les tarifs clients sont modifiés et que les montants sont facturés aux clients.

Enfin, selon la comptabilité des activités à tarifs réglementés, les montants liés aux profits intersociétés qui sont pris en compte dans la base de tarification par une autorité de réglementation ne sont pas éliminés à la consolidation. Selon les IFRS, cependant, les profits intersociétés sont éliminés à la consolidation. La société comptabilise ensuite ces profits en résultat à mesure que les montants sont facturés aux clients sur la durée d'utilité de l'actif connexe.

Le tableau suivant présente les ajustements temporels apportés selon la comptabilité des activités à tarifs réglementés.

	Trimestres clos les 31 mars		
(en millions de dollars)	2016	2015	Variation
Produits des activités ordinaires supplémentaires facturés dans la période considérée ¹⁾	25	27	(2)
Produits des activités ordinaires à facturer dans une période ultérieure ²⁾	(46)	(50)	4
Décisions d'ordre réglementaire relatives à la période considérée et aux périodes antérieures ³⁾	(13)	56	(69)
Total des ajustements	(34)	33	(67)

Notes :

1) Produits des activités ordinaires supplémentaires facturés dans la période considérée

Ces ajustements correspondent principalement aux frais futurs de retrait et de remise en état des lieux, qui sont facturés aux clients sur la durée d'utilité des actifs connexes en prévision des dépenses futures, et les charges financières engagées par ATCO Electric pendant la construction de grands projets d'immobilisations liés au transport d'énergie sont facturées aux clients au moment où elles sont engagées. Selon la comptabilité des activités à tarifs réglementés, les charges financières facturées aux clients sont différées. Les produits différés sont comptabilisés dans le résultat ajusté sur la durée d'utilité des actifs connexes.

2) Produits des activités ordinaires à facturer dans une période ultérieure

L'impôt différé est le principal élément compris dans cette catégorie. L'impôt différé n'est pas recouvré auprès des clients avant le paiement de l'impôt sur le résultat. L'impôt différé représente une charge hors trésorerie engagée par la société en raison de différences temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. L'impôt sur le résultat est facturé aux clients lorsqu'il est payé par la société. Selon la comptabilité des activités à tarifs réglementés, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés pour la période considérée et l'impôt différé est facturé aux clients dans les périodes ultérieures. Les produits des activités ordinaires sont repris lorsque, au cours de périodes ultérieures, les différences temporaires ayant donné lieu à l'impôt différé se résorbent.

Les températures plus chaudes au premier trimestre de 2016 se sont également répercutées sur les produits des activités ordinaires dans cette catégorie. Les tarifs clients d'ATCO Gas sont fondés sur des prévisions de températures normales. Les variations de température peuvent se traduire par le recouvrement d'un montant plus élevé ou moins élevé que prévu auprès des clients. Selon la comptabilité des activités à tarifs réglementés, les produits des activités ordinaires inférieurs ou supérieurs à la norme pour la période considérée sont différés puis remboursés aux clients ou recouverts auprès de ceux-ci dans les périodes ultérieures.

3) Décisions d'ordre réglementaire

Se reporter à la rubrique « Faits récents d'ordre réglementaire » du présent rapport de gestion et à la rubrique « Informations sectorielles » présentée à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires non audités du trimestre clos le 31 mars 2016.

AUTRES INFORMATIONS FINANCIÈRES

MODIFICATIONS COMPTABLES

Certaines normes ou interprétations nouvelles ou révisées qui ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») ou l'IFRS Interpretations Committee (« IFRIC ») n'ont pas à être adoptées pour la période à l'étude. Ces normes sont essentiellement les mêmes que celles qui sont décrites dans le rapport de gestion de 2015.

De l'avis de la société, aucune norme nouvelle ou révisée ayant été publiée par l'IASB ou l'IFRIC au premier trimestre de 2016 ne pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers consolidés intermédiaires non audités ou sur les notes annexes.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Contrôle interne à l'égard de la communication de l'information financière

La société n'a apporté aucun changement à son contrôle interne à l'égard de la présentation de l'information financière au cours de la période ouverte le 1^{er} janvier 2016 et close le 31 mars 2016 qui ait eu ou aurait raisonnablement pu avoir une incidence significative sur le contrôle interne de la société à l'égard de la présentation de l'information financière.

INFORMATION PROSPECTIVE

Certains énoncés contenus dans le présent rapport de gestion constituent de l'information prospective, laquelle comprend généralement des expressions comme « s'attendre à », « planifier », « estimer », « prévoir », « peuvent », « seront », « a l'intention de », « devraient » et d'autres encore. L'information prospective est soumise à des risques connus et inconnus, à des incertitudes ainsi qu'à d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements réels diffèrent considérablement de l'information présentée. De l'avis de la société, les prévisions formulées dans l'information prospective sont raisonnables. Toutefois, rien ne garantit que ces prévisions se concrétiseront. C'est pourquoi il ne faut pas se fier outre mesure à l'information prospective.

Les décisions réglementaires, l'environnement concurrentiel des secteurs dans lesquels la société exerce ses activités, la conjoncture économique et d'autres facteurs, dont bon nombre échappent au contrôle de la société, pourraient faire en sorte que les résultats réels de la société diffèrent considérablement de l'information prospective présentée dans ce rapport de gestion.

L'information prospective qui figure dans le présent rapport de gestion représente les attentes de la société à la date des présentes, et elle pourrait changer après cette date. La société n'a pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser l'information prospective par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou pour d'autres motifs, sauf si elle est tenue de le faire en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

GLOSSAIRE

Actions de catégorie A s'entend des actions de catégorie A sans droit de vote de la société.

Actions de catégorie B s'entend des actions ordinaires de catégorie B de la société.

AUC désigne l'Alberta Utilities Commission.

Entreprises de services publics désigne ATCO Electric Distribution, ATCO Electric Transmission, ATCO Gas et ATCO Pipelines.

IFRS s'entend des Normes internationales d'information financière.

Km s'entend d'un kilomètre.

PCGR s'entend des principes comptables généralement reconnus du Canada.

RFR s'entend de la réglementation fondée sur le rendement.

Société s'entend de CU Inc. et, sauf si le contexte l'exclut, comprend ses filiales.